

90 agents réunis en assemblée générale.

Lors de l'assemblée générale il a été rendu compte de la réunion avec la direction qui avait été provoquée la veille par les agents.

Au niveau des menaces formulées par lettre recommandée aux agents grévistes du 16 novembre : elles suffisent à qualifier l'équipe directionnelle.

Museler la contestation est leur objectif, mais ils n'y parviendront pas.

La raison est de notre côté, celle de la défense des services publics et des droits des agents.

Les trois secrétaires généraux des syndicats nationaux CGT-Solidaires-FO ont transmis une lettre ouverte au directeur général, condamnant les pratiques de la direction locale.

Nous avons informé l'assemblée générale sur les destructions d'emplois à venir et sur les conséquences directes pour tous les agents.

Un constat s'impose : pour assurer l'avenir de nos missions, de nos emplois, de nos garanties, de notre santé au travail et du service public de proximité il faut arrêter cette politique destructrice.

Pour cela, et comme nous l'avons déjà indiqué la veille, le blocage des centres stratégiques comme le centre des finances de Tarbes est un moyen efficace de "gripper" la machine.

Dans le département nous avons d'ores et déjà la possibilité de maintenir le blocage jusqu'à jeudi 24 novembre si l'assemblée générale s'exprimait majoritairement dans ce sens.

Compte tenu de la situation au niveau national (blocage de sites de Nîmes et de Tarbes), l'assemblée générale, consciente de la nécessité de la mobilisation a décidé de suspendre le blocage du centre des finances de Tarbes.

Lundi 21 novembre 2016 nous remettrons au directeur un courrier intersyndical en lui demandant un calendrier précis de discussions sur l'état des lieux des services qu'il s'est engagé à mener avec agents et organisations syndicales.

Comme nous l'avons déjà indiqué, nous ne sommes pas disposés à accepter un énième enfumage . Nous savons très bien à qui nous avons à faire et nous saurons prendre nos responsabilités si tel était le cas.

Nous allons engager un déploiement sur le terrain afin de faire établir un vrai recensement des besoins et des moyens service par service, ce qui demandera l'implication d'un maximum d'agents dans la démarche.

Nous restons plus que jamais convaincus que c'est par la mobilisation sous toutes ses formes (Y COMPRIS LES BLOCAGES) que nous parviendrons à forcer la porte de négociations sérieuses.

Nous continuons à vous tenir informés de la situation à la DGFIP dans la période.

PLUS QUE JAMAIS : MOBILISONS NOUS ET LUTTONS !

un reportage sur le mouvement de grève des agents des finances publiques à Tarbes

<http://www.tarbes-infos.com/spip.php?article17826>

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Mobilisations DGFIP 2016](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)